

MANIFESTE DU 4 AVRIL 2018 DU COLLECTIF DE MAIRES DES PYRENEES-ORIENTALES POUR LE RESPECT DES LIBERTES ET DES DROITS FONDAMENTAUX EN CATALOGNE

Nous, Maires des Pyrénées-Orientales, élus de la République Française, de toutes opinions, demandons que soient respectés en Catalogne les droits et libertés fondamentales qui fondent la Démocratie dans l'Union Européenne et partout dans le monde et cela, sans nous immiscer sur le sujet de fond de l'indépendance de la Catalogne vis-à-vis de l'Espagne.

Nous demandons :

- Que soit garanti l'exercice des libertés fondamentales qui caractérisent un état démocratique : les libertés d'opinion, d'expression, de réunion, de manifestation...
- Qu'il soit mis fin aux répressions que subissent les élus légitimes, représentants politiques de la Généralitat de Catalogne emprisonnés ou forcés à l'exil pour leurs opinions dans l'exercice de leur mandat ; ainsi que pour les responsables associatifs.
- Qu'il soit mis fin aux menaces subies par les Maires et élus municipaux pour leurs prises de position. Nous sommes totalement solidaires de nos collègues élus.
- Que cessent les violences policières contre la société civile catalane qui s'est toujours exprimée de manière non violente, dans le calme et la dignité.
- Que cesse la tutelle d'Etat sur l'administration des institutions locales et les pressions de tout ordre sur les médias afin de garantir une liberté d'information et d'expression de toutes les opinions.

Nous dénonçons le silence et la passivité des dirigeants de notre pays et des autres pays de l'Union Européenne concernant ces atteintes graves aux droits et aux libertés démocratiques.

Accepter que des élus ne puissent exercer le mandat pour lequel ils ont été légitimement désignés dans le strict cadre de la légalité de leur pays parce qu'ils sont emprisonnés ou forcés à l'exil pour des délits d'opinion, accepter que des responsables associatifs soient emprisonnés pour avoir manifesté pacifiquement, accepter la judiciarisation de l'ensemble de la vie politique et une telle violence dans les relations institutionnelles, cautionner de telles méthodes et de telles pratiques, c'est établir **un grave précédent** et ouvrir la voie à des dérives éminemment dangereuses pour l'exercice de la Démocratie. Citoyens de l'Union Européenne, nous sommes pleinement concernés

Nous souhaitons, vu la gravité de la situation qui nous paraît largement sous estimée dans notre pays, que la France avec les autres pays de L'Union, interviennent de tout leur poids, dans cette affaire pour rétablir les conditions du dialogue entre les partis afin de trouver **des solutions politiques à un problème politique** qui concerne l'Etat espagnol et la Généralitat de Catalogne.

Aujourd'hui, il convient de mettre tout en œuvre pour éviter que ce conflit ne dégénère afin de préserver la paix dans l'espace de l'Union Européenne. Et cela commence par la libération immédiate des prisonniers et par le retour de l'exil des élus et des responsables associatifs, préalable indispensable à l'ouverture d'un dialogue politique constructif. Les dirigeants de notre pays et des états européens ne peuvent laisser perdurer cette situation qui décrédibilise l'action politique de l'Union.

Signatures